

ONF: autopsie d'un malaise

28/07/2011 | 18:43 - http://www.ariegenews.com/ariège/actualites_economie/2011/36280/onf-autopsie-d-un-malaise.html

Après France Telecom, voilà une nouvelle «vague de suicides» qui déferle dans l'actualité.

Pas au sein d'une entreprise du CAC40 cette fois. Mais tout bonnement au sein d'un service public: l'Office National des Forêts (ONF), structure gestionnaire des forêts publiques de France.

Et s'il est difficile de déterminer les «causes professionnelles» de ces suicides, il serait tout aussi difficile de nier le malaise qui touche actuellement l'ONF.

Pour mieux comprendre la situation, nous avons rencontré Christian Cumoura, délégué syndical Sud-Solidaires en Ariège.

Un amoureux de la forêt qui, entré «dans la boîte» en 1976 à 21 ans, a vu son métier évoluer au fil des réformes.

Dans le petit café de Labastide-de-Sérou, c'est jour de marché.

Et tout le monde connaît l'homme en vert qui a le pantalon, la veste et la voiture frappés du sigle «Office national des forêts»

«Vous voyez, c'est aussi ça être agent de l'ONF !» plaisante-t-il en serrant des mains.

Pourtant, malgré la bonne humeur ambiante, l'Ariège a aussi eu son lot de drames.

Avec une tentative et trois suicides en 20 ans.

«Tous sur leur lieu de travail, ce qui n'est pas anodin» pour Christian Cumoura qui ajoute, «une année, le directeur général national est venu en Ariège bien avant la médiatisation du problème.

Nous avons accroché des pendus le long de la route. D'une certaine façon, c'était prémonitoire»

A l'échelle nationale, 24 personnes se sont données la mort depuis 2005. Selon le délégué, pour comprendre ce «mal-être» chronique au delà de la solitude inhérente au métier, il faut faire un bond dans le passé, «depuis 1985, il y a des réformes successives qui font qu'il y a de moins en moins de gens sur le terrain, et de plus en plus de cadres.

C'est comme s'il y avait une trop grosse tête et des jambes minuscules: ça a abouti sur une gestion purement technocratique»

L'ONF fait aussi face à une baisse drastique des effectifs. Dans les années 80, le département comptait 62 agents patrimoniaux (ex-gardes forestiers). Aujourd'hui, il n'en reste que 39.

Même tendance au plan national: en 1986 l'ONF employait 15 000 personnes, pour seulement 9500 aujourd'hui.

Conséquences: «des territoires de gestion qui s'étendent. Et des missions que nous sommes obligés d'abandonner.

Avant, nous étions garant d'un patrimoine. C'était une fierté»

Du rôle de surveillance du patrimoine, «on a dérivé vers des missions marchandes: la vente du bois»

Les directives actuelles viennent donc «contrarier la philosophie et l'éthique des personnes». Et de nombreux agents ont l'impression que les consignes sont en contradiction avec la protection de la forêt. Devant la méthode de gestion actuelle des forêts, beaucoup racontent même qu'ils se font «engueuler» sur le terrain par la population ou les élus.

Exemple concret, «avant on marquait les arbres à abattre dans un souci de qualité (en fonction des spécimens malades, etc.). Mais aujourd'hui, il faut en abattre 1 sur 3 pour faire un maximum de rendement.

Mais la forêt ne fonctionne pas de façon cartésienne. Il n'y a dans la nature aucune ligne droite !»

Enfin, le délégué insiste sur un lourd manque de dialogue social et sur la «répression syndicale féroce qui a eu lieu.

Depuis 2006, l'ensemble des organisations syndicales a démissionné en bloc des instances officielles»

Malgré cela, Christian Cumoura reste optimiste. Sur le plan départemental, les choses se passent plutôt bien avec l'actuelle direction.

Mais cela ne règle pas le problème de fond, «les directives actuelles visent à éradiquer le service public forestier.

Je crois encore qu'il pourrait y avoir un sursaut avec un changement de gouvernement pour arrêter cette hécatombe. Car actuellement, on va droit dans le mur»